

Communiqué



Nous répondons à l'appel à la journée nationale d'actions et de manifestations

MARCHONS pour Gaza, pour la Palestine **Samedi 9 mars 14h30 - Place Bellecour - Lyon**

Saisie par l'Afrique du Sud, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a reconnu le 26 janvier un risque de génocide à Gaza et ordonné à Israël d'empêcher tout acte ou discours génocidaire.

Le gouvernement israélien d'extrême-droite s'est moqué de cette ordonnance et a intensifié sa guerre atroce et criminelle contre la population palestinienne de Gaza. Près de 30 000 morts, dont 70% de femmes et d'enfants, plus de 70 000 blessés, des dizaines de milliers de disparus, une population en danger de mort du fait de la famine et de la destruction du système de santé. Des dizaines de journalistes et de soignants tués. Des milliers de civils victimes d'arrestations arbitraires, de traitements inhumains et de disparitions forcées. Destruction des infrastructures, des habitations, des hôpitaux, des écoles, des sites culturels et historiques. Le pouvoir colonial israélien affame la population et va même, avec l'aide de colons, jusqu'à bloquer l'aide humanitaire.

Il faut arrêter ces massacres. Ce qui se passe à Gaza est une guerre contre toute l'humanité. Cette guerre vise à vider Gaza de sa population palestinienne pour la remplacer par des colonies israéliennes.

En Cisjordanie, sous état de siège, la population palestinienne subit les attaques conjointes de l'armée et des colons. Il s'agit d'un véritable nettoyage ethnique pour développer l'occupation et la colonisation du territoire palestinien.

Les pays occidentaux s'alarment d'une « catastrophe humanitaire » mais se contentent de déclarations sans prendre aucune sanction contre Israël. Ils sont en train de « devenir actuellement complices du carnage et de la boucherie en cours à Gaza » comme l'a déclaré récemment Rony Brauman.

Assez de déclarations ! Nous exigeons des actes significatifs !

Nous exigeons de la France et de l'Union européenne de s'associer à la démarche de l'Afrique du Sud et de contraindre Israël à respecter l'ordonnance de la CIJ. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat, total et permanent pour la bande de Gaza, l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés des populations. Nous exigeons l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire, le rétablissement des financements de l'UNWRA et la levée du blocus de Gaza. Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens. C'est aussi dans le cadre d'un cessez-le-feu que les otages civils israéliens et binationaux pourront être libérés.

La France et l'Union européenne doivent arrêter toute coopération militaire et sécuritaire avec Israël et imposer des sanctions politiques, économiques et commerciales contre Israël, notamment la suspension de l'accord d'association et de coopération UE-Israël.

Il faut poursuivre la mobilisation qui a permis d'aboutir à des résultats : des instances internationales et des États réclament un cessez-le-feu, certains États décident l'arrêt des livraisons d'armes à Israël.
Le peuple palestinien a le droit de vivre en paix sur sa terre !

Une paix juste durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance de tous les droits du peuple palestinien, notamment de son droit à l'autodétermination et de son droit au retour. Cela implique le démantèlement des colonies, la fin de l'occupation israélienne ainsi que le respect de toutes les résolutions des Nations unies.

- **Cessez-le-feu total et permanent !**
- **Arrêt de la guerre contre le peuple palestinien !**
- **Levée durable du blocus de Gaza !**
- **Protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie !**
- **Arrêt des livraisons d'armes à Israël, de toute coopération militaire et sécuritaire !**
- **Sanctions contre Israël !**